

La crise ! Quelle crise ?

Il y a en France 6 millions de demandeurs d'emploi, soit, depuis 2012, 1000 chômeurs de plus par jour ! Le chômage touche principalement les jeunes, les femmes, et les seniors.

Et tous les jours de nouvelles personnes tombent dans le précaire et la pauvreté : si on place le seuil de pauvreté à 50% du revenu moyen, il y a 8 millions de pauvres en France, soit un taux de 8% (en augmentation de 30% sur les dix dernières années -Source : Observatoire des inégalités : <http://www.inegalites.fr/spip.php?article270> -).

Conséquence : le désarroi des militants, la peur du chômage qui désarme les révoltes populaires et fait monter l'extrême-droite.

Ce n'est pas que le gouvernement ne fait rien : il fait des choix (ex. les 40 mds du CICE, les niches fiscales, la frilosité sur la taxe Tobin, à moitié du déficit qui part en évasion fiscale...) !

Et cela fait trente-cinq ans que ça dure ! C'est pourquoi parler de « la crise » n'a pas beaucoup de sens. Certains, qui se trompent de logiciel, font semblant de croire à une parenthèse qui va vite se refermer et que tout va recommencer comme « avant » (la croissance, l'emploi, l'état-providence...).

Déjà en 2007, Michel Rocard affirmait que « **le capitalisme vit une crise suicidaire pour l'humanité** »... Huit ans plus tard, non seulement rien n'a changé, mais le travail (et donc la « ressource humaine » devient de plus en plus une simple valeur d'ajustement au service de la rentabilité du capital)¹ ! Plutôt que de s'attaquer aux racines de la crise, plutôt que de changer radicalement un système économique que tous, en 2008, disaient vouloir transformer de fond en comble, nos dirigeants ont cautionné la fuite en avant, en remplaçant la « transfusion » de dette privée par une transfusion de dette publique (selon l'expression de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'Economie). Mais jusqu'à quand cette fuite en avant est-elle durable ? Ne se rapproche-t-on pas de l'abîme comme le prédisent de nombreux économistes de tous bords ?

Si les politiques menées jusqu'ici ont échoué à nous sortir de « la crise », c'est qu'elles n'ont pas posé le bon diagnostic.

Aujourd'hui, nos gouvernants sont paralysés car ils veulent « rassurer les marchés financiers » qui ont des demandes contradictoires : face au risque de récession, faut-il relancer la demande, jusqu'à être écrasés par la dette, ou faut-il voter des plans d'austérité et retomber immédiatement en récession (ce qui aggrave la crise sociale et les problèmes de finances publiques) ? Pourquoi sont-ils à ce point accro à la dette ?

L'observation des statistiques de la FED sur les 60 dernières années explique les causes de cette addiction. Jusqu'en 1981, le ratio Dette/PIB était parfaitement stable. L'économie n'avait pas besoin de dette pour croître régulièrement car des règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable entre salariés et actionnaires (le fameux compromis « fordiste », qui a permis aux USA de connaître 30 ans de prospérité, sans dette). Mais en 1981 commence avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher la période du néolibéralisme, qui fait baisser les impôts des plus riches, et dérégule le compromis fordiste, entraînant la baisse des salaires, donc la précarité, et fait que des millions d'américains s'endettent pour essayer de garder leur niveau de vie. Et que la dette

¹« La « destruction créatrice » de Schumpeter devient une création destructrice des ressources de la planète, de l'économie réelle via une financiarisation déconnectée, et des « ressources humaines » via le culte de la performance. » (Vincent de Gaulejac, sociologue clinicien, qui a écrit, entre autres : *Le capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou*, avec Fabienne Hanique, Paris, Le Seuil, 2015 ; *Travail. Les raisons de la colère*, Paris, Le Seuil, 2011 ; *Le Coût de l'excellence*, avec Nicole Aubert, Le Seuil, 2007)

publique s'envole de façon exponentielle. Les pays les plus riches de l'OCDE suivent malheureusement la même voie : ce qui va aux salaires dans la richesse produite est tombé à un plus bas historique.

Pendant des années, l'économie n'a continué à croître que parce que l'on distribuait par la dette le pouvoir d'achat qu'on ne donnait plus en salaire. Au total, en 35 ans, ce sont des sommes considérables qui sont parties vers les marchés financiers au lieu d'aller aux salariés, et donc aussi à l'état, via la TVA. Et toutes les études montrent que la recherche et l'investissement n'en ont pas profité. Ces sommes colossales ont été accaparées par un tout petit nombre d'individus (la fortune cumulée des 0,2% les plus riches de la planète est estimée à 40 000 mds d'euros)...

En 2008, tout le monde affirmait que la crise venait du capitalisme dérégulé et du niveau insupportable des inégalités. Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, dénonçait « le triomphe de la cupidité ». Comme en 1929, la crise vient d'un niveau inacceptable d'inégalités, et c'est ce que J. Stiglitz continue à dénoncer dans son dernier livre²: « L'inégalité est un choix politique ». Et avec la « crise grecque », le néolibéralisme est repassé à l'attaque avec une indécence inouïe !

Dans les années Trente, le New Deal de Roosevelt a donné ses lettres de noblesse à la progressivité de l'impôt. Et en 1944, avant de convoquer le sommet de Bretton-Woods afin de reconstruire le système financier international, Roosevelt organisait la conférence de Philadelphie, qui adoptait comme priorité absolue le respect d'un certain nombre de règles sociales : « Il n'y aura pas de paix durable sans justice sociale », affirmaient les chefs d'Etat signataires de la déclaration finale, avant que les néolibéraux ne démantèlent ces règles de justice sociale.

Dernier élément du diagnostic : la gravité de la crise financière et de la crise sociale ne doivent pas faire oublier la crise énergétique, la crise climatique, et la crise alimentaire : « Jamais aucune génération n'a eu à gérer en même temps autant de crises d'une telle ampleur » (Henri Kissinger).

Face à une crise globale, nous devons apporter une réponse globale. La crise vers laquelle nous allons si nous ne changeons pas très vite de politique sera sans doute beaucoup plus grave que toutes les précédentes, comme l'annoncent de nombreux économistes et hommes politiques.

Depuis 2011, de nombreux mouvements et collectifs citoyens ont réveillé le débat public. Ils rassemblent des femmes et des hommes aux parcours très différents, mais qui partagent la même analyse (**une croissance susceptible de juguler le chômage et de respecter l'environnement est impossible**), le même sentiment d'urgence et la même envie de justice sociale. Le Collectif Roosevelt est l'un d'entre eux : il se réclame d'un illustre exemple pour affirmer que **si ce sont des décisions politiques qui nous ont amenés à la crise, d'autres décisions politiques peuvent nous en sortir !** Le Collectif Roosevelt fait 15 propositions d'ordre économique, social et démocratique, qui sont autant de réponses à la crise. Ce sont des mesures radicales mais réalistes pour dompter les marchés financiers, lutter contre le chômage, et construire enfin une Europe démocratique capable d'agir efficacement sur la mondialisation.

Pour en savoir plus : <http://collectif-roosevelt.fr/>

Parmi les fondateurs du Collectif Roosevelt, citons : Stéphane Hessel, Edgar Morin, Susan George, Michel Rocard, Pierre Larrourou, Dominique Méda, Patrick Viveret, Gaël Giraud

Analise et propositions résumées par BArnaud à partir des écrits du CR

² Joseph Stiglitz, *La grande fracture*, Les Liens qui libèrent, 2015